

Rappelant la position que le Canada avait fait connaître au Sommet de Londres, M. Clark a répondu :

"(...) le premier ministre du Canada a déclaré que le Canada serait prêt à intervenir directement en fournissant un appui financier direct aux pays (...) exposés." Il a ajouté toutefois qu'il préférerait pouvoir agir de concert avec d'autres pays du Commonwealth. ⁸

En réponse à une question du député néo-démocrate Les Benjamin sur une éventuelle contribution que le Canada consentirait pour améliorer les infrastructures des rives de l'océan Indien, afin de faciliter le commerce des États frontaliers, M. Clark a ajouté : "(...) nous sommes bien prêts à envisager de pareilles mesures." ⁹ La question du congédiement de dizaines de milliers de travailleurs mozambicains par l'Afrique du Sud a été soulevée par le député néo-démocrate Dan Heap qui a terminé son intervention en disant :

J'exhorte à présent le gouvernement à immédiatement changer le Mozambique de catégorie, aux fins de l'aide bilatérale accordée par l'ACDI, et à le porter ainsi dans la catégorie supérieure, à rétablir l'aide humanitaire et technique accordée par l'Agence au Congrès national africain et à rallier l'aide d'autres gouvernements et organismes multilatéraux qui défendent les mêmes principes dans le but de coordonner la riposte aux agressions de l'Afrique du Sud. ¹⁰

Le 22 octobre, les députés Sheila Copps (Lib.) et Howard McCurdy (NPD) ont critiqué la société Air Canada qui, en assurant le transport à un groupe effectuant une tournée en Afrique du Sud, n'a pas tenu compte des sanctions canadiennes et américaines. M. McCurdy a demandé au gouvernement d'interdire aux sociétés d'État de faire affaire avec l'Afrique du Sud. ¹¹ Il a par la suite insisté pour que les sanctions canadiennes, actuellement volontaires, deviennent obligatoires et pour qu'on les assortisse de punitions appropriées afin d'en garantir le respect. ¹²

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*, p. 109.

¹⁰ *Débats de la Chambre des communes*, 16 oct. 1986, p. 417.

¹¹ *Débats de la Chambre des communes*, 22 oct. 1986, pp. 612-616.

¹² *Débats de la Chambre des communes*, 24 octobre 1986, p. 705.